



L'éducateur anticapitaliste

Bulletin du secteur Education Nationale du NPA-Orléans

Mail : npa.orleans@orange.fr Site : [npa 45.org](http://npa45.org)

Pour stopper Macron et Blanquer, une seule solution, un grand mouvement de lutte dans toute l'Education !

La première rentrée concoctée par Macron et Blanquer marque un cran de plus dans la régression des conditions d'études des élèves et de travail pour tous les personnels de l'éducation, de la maternelle à l'université. Pour démarer par ce qui est peut-être le plus emblématique des choix gouvernementaux pour parachever la construction d'une école dévouée à la sélection sociale et aux intérêts patronaux, il faut prendre la mesure de la catastrophe « Parcoursup ». Plus de 170 000 jeunes ont quitté la plate-forme depuis sa mise en place sans qu'on sache ce qu'il est advenu d'elles/eux (échec au bac ? départ vers le privé ? renoncement aux études supérieures ?...) qui s'joutent aux dizaines de milliers qui ne se sont pas inscritEs sur Parcoursup, en particulier dans les Lycées Professionnels. Plus de 50 000 étudiantEs n'ont reçu aucune proposition d'affectation à quelques jours de la rentrée universitaire, environ 80 000 sont encore dans l'espoir d'un vœu correspondant mieux à leur choix. Comment ces dizaines de milliers de jeunes vont-ils/elles pouvoir s'organiser pour trouver un logement ? Combien se retrouveront in fine sans rien du tout ou placés comme des pions n'importe où par défaut ? La plupart des établissements universitaires sont paralysés dans leur fonctionnement puisqu'ils ignorent le nombre d'étudiant-e-s qu'ils accueilleront à la rentrée. On ne connaît pas le résultat final de Parcoursup mais on sait d'ores et déjà que le gouvernement a réussi à mettre en place la sélection à l'université en réduisant le taux d'entrée dans le supérieur.

Le leitmotiv de ce gouvernement n'a rien d'exceptionnel, il est le même que tous ceux qui l'ont précédé : faire des « économies » sur le dos du service public afin de distribuer toujours plus d'argent aux grands groupes capitalistes et leurs actionnaires.

L'ensemble des services publics les plus essentiels pour la population sont au cœur de la cible et pas seulement l'éducation : la santé, le logement, les transports, la culture... Mais avec « Cap 22 » le gouvernement ne veut plus se contenter de supprimer des postes, ce qu'il considère comme « *une politique du rabot* ». Le gouvernement vante désormais « *un travail de fond* » et assure « *réfléchir sans totem ni tabou à la transformation de l'action publique* ». C'est-à-dire la destruction de la fonction publique et la casse du statut des fonctionnaires.

Nous voilà prévenuEs, avertis. A la lumière de tout ce que Macron a réussi à mettre en œuvre depuis son arrivée au pouvoir (ordonnances contre le Code du Travail, casse du statut des cheminots, Parcoursup, rétablissement du jour de carence,...) il faut bien se rendre compte d'une chose : nous ne l'arrêterons que si nous nous mettons en lutte de manière déterminée toutes et tous ensemble et en même temps ! Cela veut dire, pour notre secteur professionnel, de la maternelle à l'université. Il faut en finir avec les journées d'action séparées par degrés, parfois mêmes entre profs de collège et de lycée, éparpillées dans le temps et dans l'espace comme on les a connues l'an dernier. Car c'est la même logique qui ronge les budgets et le fonctionnement de l'école élémentaire, des collèges, des lycées généraux et professionnels, des universités. Il faut aussi en finir avec toutes les « discussions », les « concertations » menées par les organisations syndicales avec ce gouvernement. Il n'y a rien à négocier avec Macron et Blanquer. La journée de mobilisation interprofessionnelle du 9 octobre devra être la plus réussie possible mais elle ne suffira pas. Nous sommes à près d'un million de salariéEs dans l'Education, avec les jeunes et leurs parents, nous représentons une force considérable. Montrons qu'elle existe dès cette rentrée 2018 pour dire non à cette école capitaliste !

Un inventaire à la Prévert (et sans doute incomplet) qui met en rage !

- fermeture des CIO
- classes de primaires accueillies dans des rez-de-chaussées d'immeubles
- fin programmée des lycées professionnels
- disparition de 2500 postes de stagiaires à cette rentrée
- réduction de moitié des contrats aidés, notamment pour l'accompagnement des élèves handicapés
- nouveaux programmes autoritaires et réactionnaires
- diminution des heures d'enseignements en lycée et LP et appauvrissement de leur contenu disciplinaire
- fin du baccalauréat comme diplôme à caractère national
- explosion des effectifs dans les classes de collèges....
- fin annoncée du système de retraites par répartition et du calcul des pensions sur les 6 derniers mois de salaire
- suppression de milliers de postes en lycées et LP par la mise en oeuvre des réformes du Bac et de la Voie Professionnelle
- généraliser la précarité et la contractualisation
- modification du recrutement et des affectations des personnels

Vers une rémunération au mérite !

La rémunération au mérite est un des volets de Cap 2022. Elle a commencé à être déclinée pour les enseignantEs avec l'annonce de la prime de 3000 euros en REP+. Après avoir saccagé la plupart des moyens alloués à l'éducation prioritaire, c'est une ultime provocation car cette prime comprendra une part fixe de 1000 euros et une part modulable liée aux résultats des élèves ! Alors que les évaluations nationales de début CP, mi-CP, début 6e et début de 2nde générale ont été ou sont en passe d'être mises en place. Et « pour assurer une évaluation régulière et transparente des établissements scolaires, une instance d'évaluation sera créée par voie législative au 1er trimestre 2019 ». Quel meilleur moyen pour déterminer le « mérite » des enseignant-e-s que les notes de leurs élèves ? Cette rémunération au mérite va de pair avec un recul salarial pour les personnels de l'éducation. Le retour du gel du point d'indice et du jour de carences, déjà mis en œuvre, s'accompagne de la seule promesse du recours accru aux heures supplémentaires, exonérées qui plus est des cotisations salariales. Bref, tout simplement une baisse du salaire réel.

CAP 2022 : en marche vers la destruction du statut

L'objectif est de baisser la part de la dépense publique dans le produit intérieur brut de 3 points d'ici à 2022. Au nom « de la modernisation de l'État », le gouvernement, qui a pour objectif de se débarrasser de 120 000 fonctionnaires d'ici la fin du quinquennat, doit taper fort et aller vite en marquant les esprits. Parmi les annonces de cet été, on trouve celle de la suppression des commissions administratives paritaires. Cela aura notamment une conséquence particulièrement inquiétante sur les mutations qui ne seront plus examinées au moyen d'un barème connu de tous les personnels. À la place, la recette est toute trouvée : la gestion par les « managers publics », et en particulier le recrutement direct par les chefs d'établissement. Le ministère annonce en parallèle « développer significativement les postes à profil ». Cela entre dans la même logique : passer d'un système de mutations réglées par un barème à une mobilité sur profil, avec un recrutement direct avec CV et lettre de motivation, comme dans le privé. Dans le même temps, le gouvernement annonce vouloir « revoir la place du concours ». Concrètement, il s'agit d'avancer l'épreuve d'admissibilité au niveau licence, sans donner de précision sur les épreuves d'admission. L'objectif semble être de faire évoluer le recrutement des enseignant-e-s du modèle du concours vers le modèle de l'examen suivi d'un recrutement direct par la hiérarchie immédiate.

